

Van: Sylvain Dropsy - CADTM <sylvain@cadtm.org>

Aan: bulletin-cadtm@cadtm.org

Datum: 08/10/2009 02:21 PM

Onderwerp: [CADTM-INFO] Mission du CADTM en solidarité avec la lutte du peuple hondurien contre la dictature

Mission du CADTM en solidarité avec la lutte du peuple hondurien contre la dictature

Voici 6 semaines déjà, le dimanche 28 juin, le président du Honduras Manuel Zelaya a été séquestré puis expulsé du pays par les militaires. Le CADTM a condamné ce coup d'état orchestré par les secteurs réactionnaires de la société (l'armée, l'oligarchie, l'Eglise, le pouvoir judiciaire, les médias dominants) et le Pentagone. Ce coup vise à mettre fin brutalement aux aspirations de changements du peuple hondurien, investi dans le lancement d'une consultation populaire pour ouvrir la voie à un processus d'Assemblée constituante.

Afin de participer au soutien à la lutte de résistance du peuple hondurien, le CADTM a décidé (en concertation avec la coordination internationale de soutien à la lutte au Honduras) d'envoyer une mission de deux personnes sur place. Il s'agit d'accompagner les manifestants, de faire connaître à l'étranger leurs actions et leur opinion. Ils'agit aussi de leur amener une aide financière.

Voici les deux premiers messages que Cécile Lamarque nous a fait parvenir depuis le 8 août.

Suivent 2 articles de présentation du contexte dans lequel le coup d'Etat a été perpétré.

Faites un don au CADTM via son site internet : <http://www.cadtm.org/spip.php?article69>

Ou bien en faisant un virement bancaire (IBAN BE06 0012 3183 4322, code Swift BIC: GEBA BE BB) ou en envoyant un chèque à l'ordre du CADTM

Premier message de Cécile L. depuis le Honduras, envoyé le 8 août :

« Je suis bien arrivée à Tegucigalpa hier, pas de problème.

Je pensais trouver l'aéroport et la zone autour (l'hôtel est près de l'aéroport, je ne suis pas encore allée dans le centre de Tegucigalpa) ultra militarisée, mais ce n'est pas le cas, on ne voit quasiment rien qui évoque le coup, si ce n'est les écriteaux sur les murs, "fuera golpistas" (=putschistes), etc.

D'entrée dans le taxi qui m'a conduit à l'hôtel, j'ai pu prendre le pouls de la situation : je suis tombée sur un taximan favorable au maintien des golpistes au pouvoir! J'ai fait celle qui n'était pas vraiment au fait de la situation politique, il m'a donc raconté tout ça, voilà rapidement sa version, à croire que les médias remplissent parfaitement leur rôle de désinformation! : Lui (le taximan) a voté pour Zelaya aux élections en 2006, mais Zelaya n'a pas respecté ses engagements et s'est tourné vers Chavez, a pris des mesures qui allaient à l'encontre de son gouvernement et des entreprises privées, qu'il faut respecter car ce sont elles qui donnent du travail ici. Le taximan est pour le maintien des golpistes car le peuple hondurien veut la paix, la liberté, et ne veut pas d'une société socialiste ou communiste. D'après lui, les manifestants sont une minorité qui ne comprend rien. Voilà en gros ces propos.

Vers 16 h, Tom Loudon et les autres membres de la délégation, tous des américains, sont rentrés à l'hôtel. On est ensuite parti ensemble au Syndicat des travailleurs des boissons (Sindicato de trabajadores de Bebidas y similares, STIBYS), pour une rencontre avec 2 membres du Front des Avocats contre le Coup. Les locaux du STIBYS sont apparemment le lieu où se réunissent souvent le Front de Résistance contre le Coup et d'autres groupes.

Les deux représentants du Front des Avocats étaient Nestari Rostezo(?) et Manuel Bonilla. Le Front a été créé il y a deux semaines pour apporter son appui aux personnes détenues qui n'ont personne pour les représenter et pour constater les violations des DH. Il compte plus de 100 avocats à travers le pays, qui ont pour la plupart cessé leurs activités pour se consacrer exclusivement à la protection des civils.

Les avocats sont réunis au sein du Colegio de Abogados, dont le président,

proche ou issu du Parti Nacional, appuie le coup, donc certains avocats se sont réunis et ont dans un premier temps émis un CP pour dire que le président ne reflétait pas la position de tous les avocats et ont ensuite créé le Frente de Abogados.

Alors que la plupart des CP des missions parlaient de 9 morts, eux reportent 24 morts, et 400/500 personnes arrêtées. Les familles des personnes assassinées, par peur des représailles, préfèrent parfois ne rien signaler.

Une autre violation des DH : la désinformation et le contrôle médiatique. Sur environ 50 médias, seuls 2 transmettent des infos 'vrais' sur la situation : Radio Globo, qui fait face actuellement à un processus pour être fermée, et Canal 36, apparemment sous mesure préventive de l'ONU pour éviter sa fermeture.

Les golpistes ne s'attendaient pas à cette réponse de la part de la population, secteur défavorisé et classes moyennes ensemble. La conscientisation de la population s'accroît.

Ils ont rappelé qu'ils ont peu de moyens et que ça rend la mobilisation sur place de plus en plus difficile, face aux golpistes qui sont financés par les McDonald, Burgers King et autres multinationales. Par ex, ces derniers jours, les avocats n'ont pas pu se rendre à l'intérieur du pays pour assurer la protection de personnes détenues faute de moyens. La lutte est donc très difficile.

Il y a une frustration de la part de la population du fait de la lenteur de l'ONU et de l'OEA à apporter une réponse au Coup. Ils ont rappelé la participation directe des USA au coup.

Ils sont déterminés à poursuivre la lutte et maintiennent les mêmes revendications : retour de Zelaya + Assemblée Constituante.

Ils disent qu'avec le retour de Zelaya, la tâche sera d'autant plus difficile puisqu'il s'agira de faire juger les golpistes.

Le Frente de Abogados est en train de porter une demande devant la CPI contre les golpistes.

Voilà en gros..

La délégation US s'est entretenue à deux reprises avec Hugo Llorens, l'ambassadeur US au Honduras. Evidemment ils n'en ont rien retiré... »

Deuxième message de Cécile L. depuis le Honduras, envoyé le 9 août 2009

« Aujourd'hui il n'y a pas de manifestation, la population se réunit au parc national. J'irai donc là bas auj'. Désolée d'avoir tardé à donner des nouvelles, ces deux journées sont passées très vite...Quelques news donc des journées d'hier et d'aujourd'hui.

Je commence par la lecture du journal du matin, car c'est assez aberrant de lire la propagande putschiste... Hier 8 août, le journal hondurien El Heraldo (sous-titré "La vérité est entre vos mains!"), affichait en « une » le dernier exercice rhétorique du président Barack Obama : « *Je ne peux pas appuyer sur un bouton et réinstaller Zelaya* ». Sans doute Obama eût-il été davantage crédible en manifestant la difficulté d'un retour en arrière une fois le bouton enclenché! En dessous, la reproduction des propos d'Obama feignant le changement d'attitude de l'administration américaine et sa 'non-ingérence' : « *Le Président dit que c'est ironique que certains qui ont critiqué l'ingérence des Etats-Unis en Amérique latine se plaignent aujourd'hui qu'il n'interfère pas davantage* ». La suite en page 10. Je ne vais pas m'attarder sur toute l'édition du jour, même si au fil des pages il y a vraiment de nombreux points qui mériteraient d'être soulevés! De l'autosuggestion sans doute, car le régime putschiste et l'administration américaine peinent de plus en plus à confondre le peuple hondurien sur le coup « made in Washington ». Ici il y a aussi une alerte à la grippe H1N1, largement relayée par la presse. Quelques cas ont en effet été reportés. Beaucoup y voit une manière de détourner l'attention du Coup d'état.

Dans ce climat de désinformation et de contrôle médiatique, les murs font office de tribunes populaires et affichent des slogans contre les putschistes, pour Zelaya, contre le système en place... Hier samedi, il n'y avait pas de manifestation mais un rassemblement culturel à l'initiative des Artistes en Résistance contre le Coup d'Etat, qui se tenait au parc national de Tegucigalpa, au cœur de la ville (dominée par les icônes omniprésentes de la culture commerciale: Burger King, Mc Donald, etc, qui apparemment apportent leur soutien financier aux putschiste). On appelait d'ailleurs à prêter plus d'attention aux écriteaux qu'aux titres de la presse nationale. Au rythme des percussions batucadas du Front de Resistance contre le Coup d'Etat, cette journée, appelée « Gritos de paraiso », la 3ème depuis le Coup d'Etat du 28 juin, a vu se succéder des artistes honduriens venus chanter des chants qui ont marqué les mobilisations, joué des scénettes burlesques mettant en scène et dénonçant le coup d'état, la répression et ses principaux protagonistes. Ont également pris la parole quelques mouvements sociaux et syndicats. J'ai interviewé Samuel Trigueros, écrivain et peintre hondurien, parmi les fondateurs du Frente Nacional. Je vous envoie ça demain.

Le Frente Nacional de Resistencia Contra el Golpe de Estado a appelé les Honduriens à participer à une Marche nationale qui a débuté le 5 août et qui se terminera le 11 août à Tegucigalpa et San Pedro Sula. La population est donc en marche, peut-être ira-t-on à la rencontre de ceux qui vont entrer à Tegucigalpa mardi matin, car la police et les militaires seront sans doute également sur place pour les accueillir... Le gouvernement de facto aurait déjà annoncé qu'il allait recourir à davantage de répression... Aujourd'hui dimanche on s'est rendu à l'Assemblée du Front contre le coup qui se tenait dans les locaux du syndicat STIBYS, et où ont pris la parole différents leaders du mouvement ainsi que des Latino-américains et autres internationaux venus marquer leur soutien : syndicalistes uruguayens, étudiants costaricains, les citoyens US de la mission à laquelle le CADTM est associé, etc. Après 43 jours la lutte semble désormais dans une phase cruciale, déterminante pour le retour, ou pas, à la démocratie : dès demain les mobilisations vont s'intensifier, et certains pensent que si l'on arrive à rien cette semaine, si Zelaya n'est pas réintroduit comme président, etc., les choses n'iront alors sans doute pas en s'arrangeant. On s'est ensuite entretenue avec Rafael Alegria, de Via Campesina, et Juan Barahona, coordination du Frente. Normalement c'est dans la « boîte », je retranscrirai cela, ça vaut le coup de diffuser. On a ensuite rencontré un homme qui travaille à la Fiscalia del Estado, accompagné d'un avocat du Front des Avocats contre le coup, qui ont démontré tous les arguments légaux, en décortiquant la constitution, pour appuyer le fait que c'est un coup d'état. Il ne m'en fallait pas tant pour être persuadée qu'il s'agit bien d'un coup!! Mais bon, c'est vrai qu'ici, d'autant plus avec la campagne de désinformation qui règne dans la presse écrite et radio, on sent quand même, malheureusement, une polarisation entre ceux qui se positionnent clairement contre les putschistes, et ceux qui n'y voient finalement rien de mauvais ou d'illégal... et certains Américains ici semblent aussi encore se poser la question..

Demain matin on rejoint le Frente à l'Université Pedagogica, journée de mobilisation. Je pars vers 13h à l'aéroport chercher l'autre délégué du CADTM qui arrive d'Europe. Je m'arrête là pour ce soir... »

Analyse du coup

Le réveil de l'oligarchie

Le coup d'Etat du Honduras impose un devoir de mémoire pour mieux en percevoir les enjeux

1er août par **Jérôme Duval**

<http://www.cadtm.org/spip.php?article4655>

Dimanche 28 juin 2009, l'armée fait irruption au domicile du président Manuel Zelaya, le sort du lit et l'expulse du pays *manu militari* alors qu'il est encore en pyjamas. Le choc du coup d'Etat fait immédiatement penser aux sombres années des dictatures latino-américaines des années 1970-80. Citons le renversement de présidents tels le progressiste brésilien Joao Goulart en 1964, le socialiste chilien Allende le 11 septembre 1973, l'argentine Isabel Perón le 24 mars 1976 ou le militaire de gauche bolivien Juan José Torres le 21 août 1971 (la liste est trop longue pour l'énumérer ici), pour installer de sanguinaires dictatures. Les dictatures militaires du Brésil, de Videla en Argentine, d'Hugo Banzer en Bolivie, de Juan Maria Borbaderry en Uruguay, de Alfredo Stroessner au Paraguay, de Pinochet au Chili avaient, avec l'aide de la CIA, semé la persécution des idées et des hommes de gauche : le fameux Plan Condor... C'était il y a plus de trente ans et, hormis le coup d'Etat avorté grâce à l'héroïque résistance citoyenne du Venezuela en avril 2002, on espérait presque avoir tourné la page.

Décryptage médiatique

Tout d'abord, il faut rectifier, encore une fois, l'information qui s'est répandue sur le Honduras depuis un mois. Dans la diffusion de l'information, les mots sont importants et leur répétition, encore plus. C'est en effet par la répétition de fausses affirmations que se forge un imaginaire collectif, anesthésiant tout doute possible.

On a ainsi pu lire régulièrement différents adjectifs tel « déchu » (cf Reuters, Le Monde, RFI, etc.) attribué à Manuel Zelaya, tout comme on continue d'entendre « gouvernement provisoire » pour le gouvernement dictatorial de Micheletti au fil des communiqués de presse.

Rectifions, s'il vous plaît.

Zelaya n'est pas un président « déchu » mais un président légitime, démocratiquement élu en novembre 2005, qui a subitement et brutalement été écarté du pouvoir par la force. « Déchu » (du latin cadere, « tomber ») a une connotation péjorative.

Il n'y a pas de « gouvernement intérimaire » mais une dictature qui a pris le pouvoir par un coup d'Etat. Il est de la responsabilité des médias de se cantonner aux faits et de ne pas reconnaître un gouvernement illégitime au regard du droit international, comme le sous-entendent ces qualificatifs. Le président Zelaya a d'ailleurs adressé des critiques le 28 juillet à l'égard de la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, lui reprochant de ne plus employer le terme de "coup d'Etat" pour qualifier sa destitution.

Enfin, j'insiste sur ce point, la quatrième urne que voulait proposer le gouvernement le 28 juin, jour du coup d'Etat, pour les élections prévues en novembre prochain, n'avait pas pour but de prolonger le mandat de Zelaya, comme l'affirment ouvertement nos journalistes, mais de proposer par référendum la convocation et l'élection d'une assemblée constituante. (1)

La question sur le bulletin de vote prévu pour cette consultation était : « *Êtes-vous d'accord qu'aux prochaines élections générales de 2009, une 4e urne soit installée pour permettre au peuple de se prononcer sur la convocation (création) d'une assemblée nationale constituante ? OUI ou NON* » (2)

Pour rendre illimité le nombre de mandats successifs que pourrait briguer le président, il aurait fallu que l'Assemblée Constituante soit élue, se prononce favorablement en ce sens et qu'ensuite seulement cette nouvelle constitution soit validée par un nouveau referendum. Rappelons qu'en Angleterre ou au Canada et dans bien d'autres pays dit démocratiques, il n'y a pas de limitation au nombre de mandats consécutifs et bien peu de référendums pour tout changement constitutionnel. Les médias avaient usé du même artifice avec le Venezuela... Gouvernements et médias sont passés de la condamnation à l'équilibre entre les deux parties, jusqu'à considérer Zelaya comme un provocateur, responsable de possibles violences.

Le continent se crispe

Plus que toute autre considération, l'idée qu'il puisse y avoir une assemblée élue par le peuple qui modifie la constitution afin de rendre la démocratie hondurienne plus participative, a effrayé l'oligarchie. Il faut ajouter que le président du Honduras, M. Manuel Zelaya, avait signé en août 2008 à Tegucigalpa le document d'adhésion à l'ALBA (l'Alternative bolivarienne pour les Amériques), en présence des délégations des Etats membres de l'ALBA et de plusieurs milliers de travailleurs, syndicalistes, étudiants et paysans. Ce qui n'était pas pour plaire à l'oligarchie. « *Nous luttons pour aller de l'avant. Si vous aviez peur de cette lutte, chers amis, adversaires et critiques, vous avez déjà perdu* », avait alors souligné le président Manuel Zelaya, sous-estimant donc la force de ces adversaires. Cette nouvelle adhésion marque sans doute le virage à gauche du président hondurien, la proposition d'une assemblée constituante le confirme.

Moins d'un an après l'adhésion à l'Alba, le coup d'Etat stoppe net un processus de consultation démocratique pour cette nouvelle assemblée constituante à peine mis en branle.

Il faut reconnaître qu'il y a là un bras de fer entre deux visions politiques opposées. D'un côté Cuba, le Venezuela, la Bolivie, l'Equateur, le Paraguay, le Nicaragua et le Honduras, ce dernier tentant de rejoindre le club, et de l'autre côté, l'oligarchie continentale représentée entre autres par le gouvernement colombien, le

gouvernement péruvien et les secteurs conservateurs américains de l'obédience au président Bush. Alvaro Uribe a reçu secrètement une délégation du pouvoir putschiste dirigée par Micheletti le 20 juillet (3). A noter que la Colombie vient de donner son feu vert à l'installation en territoire colombien de quatre nouvelles bases militaires étasuniennes au moment même où celle de Manta en Equateur prend fin suite à son non renouvellement comme promis par Rafael Correa. (4)

Les relations diplomatiques entre Quito et Bogota sont rompues depuis le 1er mars 2008, jour de l'intervention de l'armée colombienne sur le territoire de l'Equateur sans doute alors appuyée par la base américaine de Manta et le Venezuela vient de rappeler, pour la troisième fois, son ambassadeur en poste en Colombie.

Il y a fort à parier que les Etats-Unis pèseront de tout leur poids aux prochaines élections colombiennes pour garder la mainmise sur ce pays stratégique...

L'ambiguïté du langage diplomatique

Dans un premier temps, la communauté internationale rejette le coup d'Etat mais, dans les faits, les sanctions se font attendre : 21 jours après le coup, le 20 juillet, la présidence suédoise de l'Union européenne annonce le gel de ses 65,5 millions d'euros d'aide budgétaire au Honduras ainsi que la restriction des « *contacts au niveau politique avec les représentants du gouvernement 'de facto'* » du Honduras *"jusqu'à ce qu'une solution négociée soit trouvée"*. (5)

De son côté, le 21 juillet, le président *de facto* exige le départ de l'ambassade du Venezuela dans les 72 heures. Celui-ci restera en place malgré tout.

Les négociations entre les deux partis entamées par Oscar Arias au Costa Rica sous la supervision des Etats-Unis tournent court face à l'intransigeance des putschistes et, le lendemain des négociations, le 24 juillet, après 25 jours d'absence, Manuel Zelaya accompagné de plusieurs centaines de militants de Managua au Nicaragua, passe la frontière de son pays à Las Manos. Sa femme, Xiomara Castro, ses deux enfants ainsi que plusieurs centaines de sympathisants ne peuvent le rejoindre en raison d'un état d'urgence décrété dans cette zone frontalière. L'appel de Zelaya à l'insoumission contre Romeo Vazquez Velazquez, chef d'état-major de l'armée du Honduras, n'ayant sans doute pas suffisamment porté ses fruits et afin d'éviter tout affrontement, le président légitime du Honduras préférera retourner à la frontière côté nicaraguayen pour y établir un campement avec plusieurs centaines de personnes plutôt que d'aller à Washington pour négocier. D'autres citoyens honduriens traversent la forêt par petits groupes, pour mieux éviter les patrouilles de police et tentent de rejoindre leur président légitime en traversant la frontière.

Alors que la secrétaire d'Etat, Hillary Clinton juge « imprudente » la tentative de retour au Honduras du président Zelaya, les Etats-Unis qui souhaitent officiellement le retour de Manuel Zelaya dans ses fonctions, n'avaient toujours pas pris d'engagement en matière de durcissement des sanctions à la date du 28 juillet, un mois après le coup d'Etat.

"La position de la secrétaire d'Etat Clinton était ferme au départ. Désormais, j'ai le sentiment qu'elle ne dénonce plus vraiment le coup d'Etat et qu'elle ne s'oppose plus fermement à la répression que subit le Honduras", a dit Zelaya. Peu de temps après, les Etats-Unis annulent les visas diplomatiques de quatre représentants du gouvernement *de facto*. (6)

Le 27 juillet, la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) dénonce l'assassinat de Pedro Madriel Muñoz Alvarado, 23 ans, présentant des signes de torture, lors de la répression du vendredi 24 juillet contre les manifestants qui se dirigeaient vers la frontière pour soutenir Manuel Zelaya. La Commission condamne fermement cet acte, demande une investigation et des sanctions envers les responsables.

Tom Kucharz de Ecologista en Accion, membre de la Mission internationale de Solidarité, Observation et Accompagnement au Honduras, dont font entre autres partie les Mères de la place de mai d'Argentine, explique que *"plus de 22 articles de la Constitution sont violés"* par le régime putschiste de Micheletti.

Sacrifiant leur vie normale, les citoyens démocrates pro Zelaya restent mobilisés, dans des conditions parfois très difficiles, lors d'actions pacifiques quotidiennes et résistent contre les constantes agressions du gouvernement putschiste. La répression qui a eu lieu le 30 juillet a été particulièrement dure. Malgré cela, les médias internationaux sont restés muets. L'attitude des Etats-Unis consiste à appuyer les négociations d'Oscar Arias ce qui joue en faveur des putschistes en laissant filer le temps.

Afin d'appuyer et d'accompagner la résistance des paysans, des ouvriers et du peuple en général, le CADTM international a décidé, en concertation avec d'autres mouvements de solidarité, d'envoyer au mois d'août une délégation.

Notes

1. Pour une explication de la quatrième urne, lire le communiqué de presse du CADTM : <http://www.cadtm.org/spip.php?article4537>
2. voir <http://img20.imageshack.us/img20/2605/encuestan.jpg>
3. http://www.diariocolombia.es/_n804833_Presidente Uribe recibe a emisarios de Micheletti.html
4. voir <http://www.latinreporters.com/colombiepol17072009.html>
5. voir <http://www.laprensagrafica.com/internacionales/mundo/47899-union-europea-suspende-ayuda->

[financiera-a-honduras-.html](http://www.financiera-a-honduras-.html)

6. Il s'agit de Roberto Micheletti, du commissaire national des Droits Humain, Ramón Custodio López, du dirigeant des forces armées du Honduras, le général Romeo Vásquez Velásquez, et du nouveau titulaire du Congrès du gouvernement illégal, José Alfredo Saavedra.

<http://www.europapress.es/internacional/noticia-honduras-washington-cancela-visados-diplomaticos-cuatro-miembros-gobierno-facto-20090728193834.html>

Voir aussi : Communiqué de presse

Le CADTM dénonce le coup d'état orchestré par l'oligarchie réactionnaire au Honduras et exige le retour du président Zelaya

1er juillet par CADTM

Dimanche 28 juin, le président du Honduras Manuel Zelaya a été séquestré puis expulsé du pays par les militaires. Le CADTM condamne ce coup d'état orchestré par les secteurs réactionnaires de la société (l'armée, l'oligarchie, l'Eglise, le pouvoir judiciaire, les médias dominants) et le Pentagone. Ce coup vise à mettre fin brutalement aux aspirations de changements du peuple hondurien, investi dans le lancement d'une consultation populaire pour ouvrir la voie à un processus d'Assemblée constituante.

En effet, le président avait appelé ce même jour les Honduriens à se prononcer sur la mise en place d'une « quatrième urne », lors des élections générales qui se tiendront en novembre 2009, pour élire une Assemblée nationale constituante chargée d'élaborer une nouvelle Constitution. Les trois premières urnes sont réservées respectivement à l'élection du président, des députés et des maires. Pour justifier l'injustifiable auprès de l'opinion publique internationale, le Congrès et la Cour Suprême ont jugé ce scrutin illégal. Or, celui-ci s'inscrit dans le cadre de la loi sur la participation sociale [1] votée au Congrès le 27 janvier 2006, et se fonde plus largement sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, inscrit dans des textes juridiques majeurs comme la Charte des Nations unies. En outre, pour avaliser ce coup de force et désigner un nouveau gouvernement *de facto*, ses opposants ont fait valoir l'existence d'une présumée lettre de démission de M. Zelaya, que le président affirme n'avoir jamais signée.

Par ailleurs, contrairement à ce qu'avancent les principaux médias, Manuel Zelaya ne cherchait pas, via cette consultation populaire, à reconduire son mandat présidentiel lors des prochaines élections. En effet, celles-ci se tiendront dans le cadre de l'actuelle Constitution qui prévoit des mandats présidentiels de quatre ans non renouvelables.

En réalité, un bras de fer s'est installé entre l'oligarchie hondurienne et le président Zelaya, pourtant issu de l'oligarchie et membre du Parti Libéral, mais qui a opéré un virage à gauche en rejoignant ALBA (l'Alliance bolivarienne pour les peuples d'Amérique) et en prenant une série de mesures progressistes en faveur des classes populaires (par exemple l'instauration d'un salaire minimum). La proposition de convoquer une Assemblée constituante en vue de modifier la Constitution actuelle, peu propice à des transformations sociales en profondeur, a manifestement fait déborder le vase. En effet, les classes dominantes craignent de perdre leurs privilèges, comme ce fut le cas en Bolivie, en Équateur et au Venezuela, où des assemblées constituantes ont conduit à l'adoption de nouvelles Constitutions progressistes dans plusieurs domaines : contrôle des ressources naturelles, respect du droit des minorités et des peuples indigènes, mesures relatives à l'endettement...

Avec le coup des militaires, le peuple s'est ainsi vu ravir la possibilité de déterminer son avenir par les manœuvres illégales et criminelles des classes dominantes honduriennes, bastion traditionnel de l'orthodoxie néolibérale et du Consensus de Washington, décidées coûte que coûte à empêcher les réformes sociales nécessaires et à faire perdurer l'ordre néolibéral générateur de pauvreté et d'inégalités.

Heureusement la résistance populaire et le soutien apporté par de nombreux présidents latino-américains au président Zelaya commencent à produire des divisions dans l'armée des putschistes. Espérons que la combinaison entre les protestations intérieures et la solidarité internationale ramènera au pouvoir le président Zelaya.

Le CADTM tient à exprimer son entière solidarité avec la population hondurienne qui rejette catégoriquement le coup d'état, et exige la fin de la répression qui s'abat sur les manifestants et les leaders de mouvement sociaux et syndicaux.

Le CADTM soutient la résistance du peuple qui se mobilise pour organiser des vigiles et une grève générale pour exiger le retour du président Zelaya élu démocratiquement et le rétablissement de l'ordre constitutionnel.

Enfin, le CADTM s'associe au peuple hondurien pour exiger la convocation d'un nouvel appel au référendum sur le processus d'Assemblée constituante. Il s'agit là de la seule manière de permettre aux Honduriens comme aux autres peuples du Nord et du Sud de décider enfin de leur propre avenir.

Pour le CADTM, la solidarité des citoyens et des mouvements sociaux est indispensable. Elle doit se transformer en vaste mouvement populaire destiné à mettre à bas la logique néolibérale mortifère pour la remplacer par une logique radicalement autre, basée sur la garantie des droits humains fondamentaux. Dans ce but, l'annulation totale et sans condition de la dette de tous les pays du Sud, est une première nécessaire.

Notes

[1] "ley de participación ciudadana"

Appel de Via Campesina

11 août 2009 : journée mondiale d'action pour le Honduras

<http://www.cadtm.org/spip.php?article4667>